

Christophe Béchu : « Nous devons réinstaller en France une culture de la sobriété, de la réparation et du réemploi »

TRIBUNE

Christophe Béchu

Ministre de la transition écologique

A l'inverse du « Black Friday », symbole de la consommation à outrance, le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires prône, dans une tribune au « Monde », un « Green Friday » de la sobriété et défend l'émergence d'une filière française de la réparation.

Publié aujourd'hui à 08h15, modifié à 12h49 | Lecture 3 min.

Offrir l'article

Article réservé aux abonnés

Le dérèglement climatique nous impose des choix de société. Si nous voulons mener notre transition écologique tout en préservant notre prospérité et nos libertés, nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers plus de sobriété dans notre façon de consommer et de trouver un chemin vers une économie plus circulaire, c'est-à-dire une économie qui réutilise davantage les ressources au lieu de les extraire, de les utiliser et de les jeter. Il ne s'agit pas de décroissance. Il ne s'agit pas de culpabiliser les Français dans leur acte d'achat, surtout dans une période de forte inflation telle que nous la traversons.

Il ne s'agit pas non plus de stigmatiser les entreprises : nombreuses sont celles qui s'engagent dans la durabilité de leur modèle de production. Cela n'aurait pas de sens et frôlerait même une forme d'hypocrisie : nos emplois, nos services publics, nos retraites sont financés notamment par notre modèle de production et de consommation. En revanche, j'assume de porter un discours de changement de modèle. Et j'assume de porter depuis cinq cents jours au gouvernement une politique d'incitation à une révolution des pratiques des producteurs et des consommateurs vers un usage plus raisonné des ressources de la planète.

Pour prendre ce tournant, il nous faut combattre des récits et des imaginaires très puissants, qui sont totalement contraires au modèle de société durable que nous devons construire. Je pense, par exemple, au récit de la « fast fashion », qui propose une vision de la mode aux impacts absolument désastreux sur le climat, la biodiversité et les océans. Je pense également au récit du « Black Friday » [*fixé cette année au vendredi 24 novembre*], qui vante un modèle de surconsommation insoutenable pour la planète mais aussi pour notre souveraineté économique, puisque la plupart des biens concernés par cette opération (textile, électroménager, biens de grande consommation) sont importés. La transition vers une économie plus durable passe aussi par le « made in France ».

Lire aussi la tribune : [« Fast fashion » : « L'ère de l'impunité des grands groupes semble révolue »](#)

Ce défi de l'imaginaire collectif, nous avons désormais toutes les armes pour le relever. D'abord, parce que les Français sont prêts au changement ! Selon le dernier baromètre « Sobriétés et modes de vie » de l'Agence de la transition écologique (Ademe), qui vient de paraître, 83 % des Français estiment que nous consommons trop.

Ensuite, parce que nous assumons de nous placer sur le terrain du récit collectif avec la campagne de sensibilisation de l'Ademe autour du personnage fictif du « dévendeur ». Cette campagne est sur tous les écrans et incite les gens non pas à ne pas acheter, mais à examiner d'abord les alternatives à l'achat neuf, comme la réparation, la location ou les produits reconditionnés. Notre message, ce n'est pas « acheter, c'est mal » mais « avant d'acheter du neuf, pensez à des solutions meilleures pour la planète et votre pouvoir d'achat ».

Juste rapport aux choses

Enfin, c'est à nous, responsables politiques, de donner les outils aux Français pour adapter leur mode de vie tout en préservant leur pouvoir d'achat. C'est tout l'enjeu de la politique que je porte pour réinstaller en France une culture de la sobriété, de la réparation et du réemploi que nous avions il y a encore deux générations : nos grands-parents n'étaient pas dans la décroissance, ils avaient un juste rapport aux choses et à leur valeur. Retrouvons cette sagesse et cette mesure ! Elle n'est pas incompatible avec notre économie de marché.

Lire aussi l'entretien : [Transition énergétique : pour Agnès Pannier-Runacher, « la transformation à engager est d'une ampleur comparable à celle de la première révolution industrielle »](#)

Pour inciter à ce changement de mentalité, nous avons une stratégie : nous doublons le bonus réparation pour au moins trois catégories de produits, dont les télévisions, et nous l'augmentons d'au moins 5 euros sur l'ensemble des produits éligibles. Nous allons également définir un système de primes et de pénalités permettant de favoriser l'achat des produits électriques et électroniques plus réparables.

Le Monde | Ateliers

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir →

Concrètement, les téléphones portables, les ordinateurs portables, les téléviseurs, les lave-vaisselle et les lave-linge les plus réparables seront rendus plus abordables par rapport à ceux qui n'intègrent pas cette dimension. C'est un changement de mentalité pour les consommateurs, mais aussi pour les producteurs, incités à mieux prendre en compte les exigences de réparabilité des produits et de « sobriété matière ». Une taxe sur la valeur ajoutée réduite sur la réparation pourrait venir compléter ce dispositif pour construire une véritable filière française de la réparation, créatrice d'emplois non délocalisables et de richesses dans tous nos territoires.

Lire aussi la tribune : [« La France oserait-elle laisser un blanc-seing à la finance ? »](#)

Tous les ingrédients sont sur la table pour que le 24 novembre les Français se tournent vers un « Green Friday », un « vendredi vert » consacré aux alternatives à l'acte d'achat neuf, comme la réparation, et au « made in France ». Nous avons mis en place des outils pour les y aider et nous allons continuer. De plus en plus d'acteurs associatifs et d'entreprises s'engagent dans cette voie. Transformons tous ensemble le « Black Friday » en une journée de la consommation durable !

Christophe Béchu est ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires depuis juillet 2022.

Christophe Béchu (Ministre de la transition écologique)